

À la fin du premier trimestre 2021, la dette publique s'établit à 2 739,2 Md€

DETTE TRIMESTRIELLE DE MAASTRICHT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU) - PREMIER TRIMESTRE 2021

Informations Rapides · 25 juin 2021 · n° 164



Avertissement

Le calcul de la dette trimestrielle mobilisant des sources comptables moins complètes que celui des comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, dont les primes et décotes à l'émission. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

Les contributions à la dette publique calculées pour les sous-secteurs des administrations publiques ou pour une entité en particulier excluent les dettes vis-à-vis d'autres administrations publiques, la dette publique au sens de Maastricht étant consolidée.

Au premier trimestre 2021, la dette publique atteint 118,2 % du PIB

À la fin du premier trimestre 2021, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 739,2 Md€, soit 118,2 % du PIB. Après la diminution du quatrième trimestre 2020 (-23,7 Md€), la dette augmente nettement ce trimestre (+89,0 Md€), en partie pour financer les mesures de soutien liées à la crise sanitaire et le plan de relance ; près de la moitié de cet endettement alimente par ailleurs la trésorerie des administrations publiques, principalement celles de l'État et de l'Acoss. De ce fait, la dette nette des administrations publiques augmente moins fortement (+ 48,3 Md€) au premier trimestre pour s'établir à 104,0 % du PIB.

L'augmentation de la dette brute des administrations publiques résulte principalement de celle de l'État et des administrations de sécurité sociale

Au premier trimestre 2021, la contribution de l'État à la dette publique augmente de 61,3 Md€. L'État émet principalement des titres négociables de long terme (+57,8 Md€) et dans une moindre mesure des titres de court terme (+5,0 Md€). Par ailleurs, les dépôts des correspondants au Trésor diminuent de 1,5 Md€.

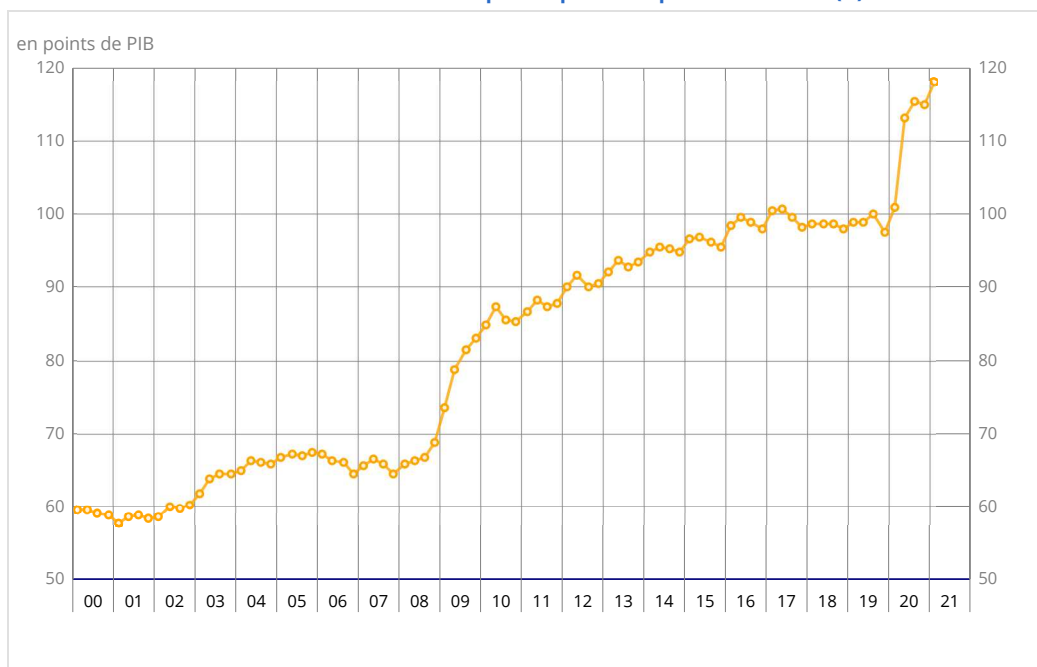
La contribution à la dette brute des administrations de sécurité sociale (Asso) s'accroît également (+26,3 Md€). L'Acoss s'endette de 9,3 Md€ via l'émission de titres de court terme ; la dette de la Cades augmente de 16,6 Md€ principalement sous la forme de titres négociables de long terme (+18,2 Md€), tandis que son encours de titres à court terme diminue (-2,2 Md€). Lors de ce trimestre, la Cades a versé 8,7 Md€ à l'Acoss au titre des reprises de dettes de la Cnam et du FSV.

La dette des administrations publiques locales et des organismes divers d'administration centrale est quasiment stable

La contribution à la dette de Maastricht des administrations publiques locales (Apul) augmente légèrement au premier trimestre (+0,9 Md€) principalement sous l'impulsion des régions et des communes (respectivement +1,2 Md€ et +0,2 Md€) alors que Île-de-France Mobilité et la Société du Grand Paris se désendettent (respectivement -0,1 Md€ et -0,2 Md€).

La contribution à la dette des organismes divers d'administration centrale (Odac) augmente modérément au premier trimestre (+0,6 Md€). La dette négociable à long terme de SNCF Réseau augmente de 0,4 Md€.

Dettes au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4	2021T1
Ensemble des adm. publiques	2437,9	2637,7	2673,8	2650,1	2739,2
en point de PIB (*)	100,9%	113,2%	115,5%	115,1%	118,2%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1957,3	2070,7	2106,4	2088,2	2149,5
Organismes divers d'adm. centrale	64,9	63,8	63,6	63,6	64,2
Administrations publiques locales	213,8	216,5	216,7	230,0	230,8
Administrations de sécurité sociale	201,9	286,8	287,1	268,4	294,6
dont, par instrument :					
Dépôts	42,2	45,2	45,4	45,9	44,5
Titres négociables	2114,2	2310,2	2347,1	2324,7	2416,5
court terme	149,4	293,7	285,8	282,6	294,1
long terme	1964,8	2016,5	2061,3	2042,1	2122,4
Crédits	281,5	282,4	281,3	279,4	278,3
court terme	12,8	11,0	9,9	9,5	11,4
long terme	268,7	271,3	271,4	270,0	266,9

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au premier trimestre 2021, la dette publique nette augmente de 48,3 Md€

La dette nette des administrations publiques s'élève à 2 410,0 Md€ au premier trimestre, en hausse de 48,3 Md€, s'établissant à 104,0 % du PIB contre 102,6 % le trimestre précédent. La dette nette progresse moins que la dette brute (écart de 40,7 Md€) du fait de l'augmentation de la trésorerie des administrations publiques (+40,9 Md€). Le stock de trésorerie de l'ensemble des administrations publiques atteint 194,7 Md€ à la fin de ce premier trimestre.

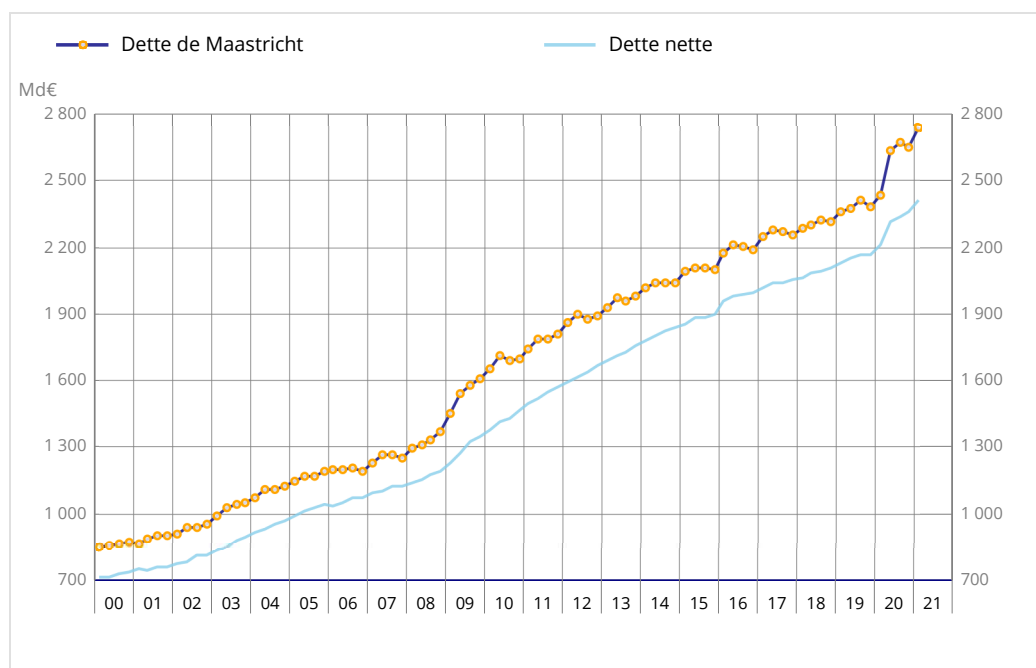
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4	2021T1
Ensemble des adm. publiques	2 212,3	2 318,8	2 336,6	2 361,7	2 410,0
dont :					
État	1 827,5	1 870,4	1 892,7	1 901,4	1 940,9
Organismes divers d'adm. centrale	55,3	53,7	53,6	53,2	52,8
Administrations publiques locales	201,0	203,4	203,3	216,4	217,0
Administrations de sécurité sociale	128,5	191,2	187,1	190,7	199,2

Source : Comptes nationaux base 2014 – Insee, DGFIP, Banque de France

Dettes au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'organismes de placement collectif augmente au premier trimestre

Au premier trimestre 2021, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 4,0 Md€, pour atteindre 265,3 Md€ après 261,3 Md€ fin 2020. Les gains de détention s'élèvent à +6,3 Md€ dans le sillage de marchés boursiers en hausse, mais les ventes de titres sont supérieures aux achats (-2,3 Md€). En effet, les administrations de sécurité sociale vendent 2,5 Md€ d'actions cotées ou de titres d'OPC (net des achats), l'Unédic notamment (3,7 Md€ de titres d'OPC monétaire), tandis que l'État achète 0,2 Md€ de titres Orano.

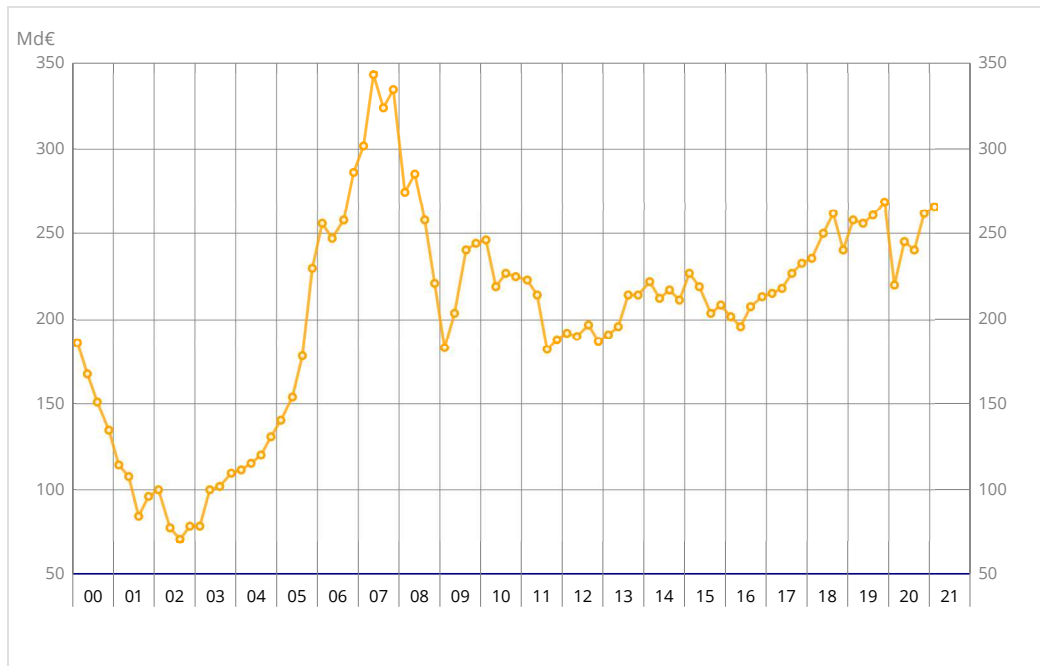
Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4	2021T1
Ensemble des adm. publiques	220,3	244,8	240,4	261,3	265,3
dont :					
État	51,0	56,6	55,8	64,1	60,4
Organismes divers d'adm. centrale	36,0	41,0	40,7	46,4	51,0
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	133,2	147,1	143,8	150,6	153,7

Source : Comptes nationaux base 2014 – Insee, DGFIP, Banque de France

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFiP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la présente page.

Prochaine publication : le 24 septembre 2021 à 8h45

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475